



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Clingendael
Institute



icct International Centre for
Counter-Terrorism - The Hague

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE ACTEURS COUTUMIERS DANS UN CONTEXTE SINGULIER

Kars de Bruijne



Cette étude a été réalisée grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu relève de la responsabilité de l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael et du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

USAID Résilience coutumière

Décembre 2021

© Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael' and The International Centre for Counter-Terrorism (ICCT)

Cover photo: Filles peules dans une école à Makalondi (région de Tillabéri, près de la frontière burkinabè) Niger © Flickr/Kelley S Lynch

L'utilisation non autorisée de tout élément figurant sur le site Internet constitue une violation du droit d'auteur, du droit des marques de commerce et/ou d'autres lois. Si un utilisateur télécharge à des fins personnelles ou non commerciales des éléments du site Internet ou de toute autre source ayant un lien avec L'Institut Néerlandais des Relations Internationales 'Clingendael', ou l'Institut Clingendael, ou le Centre International de Lutte contre le Terrorism (ICCT), cet utilisateur doit veiller à conserver tous les avis concernant le droit d'auteur, les marques de commerce, ainsi que les avis équivalents contenus dans les éléments d'origine ou toute reproduction de ces éléments.

Les éléments figurant sur le site Internet de l'Institut Clingendael ou de l'ICCT peuvent être reproduits ou montrés en public, distribués ou utilisés à des fins publiques et non commerciales, à la condition expresse que l'Institut Clingendael et l'ICCT soient cités comme en étant la source.




Une autorisation est requise pour toute utilisation du logo de l'Institut Clingendael et de l'ICCT. Celle-ci peut être obtenue sur demande auprès du bureau de communication de l'Institut Clingendael (press@clingendael.org) ou de l'ICCT (info@icct.nl).

L'Institut Clingendael et l'ICCT interdisent catégoriquement les activités de jonction avec leurs sites Internet décrites ci-après, car elles peuvent constituer des violations du droit d'auteur ou du droit des marques de commerce : les liens qui utiliseraient notre logo sans notre autorisation, l'encadrement de notre site Internet, les liens intégrés ou les méta balises, de même que les hyperliens ou toute forme de lien qui camouflerait l'URL.




À propos de l'auteur

Kars de Bruijne est *Senior Research Fellow* au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits (CRU) de Clingendael. Il dirige le programme Sahel, qui se concentre sur le rôle que les autorités locales et coutumières peuvent jouer dans la gouvernance et la stabilité. Ses recherches académiques sur l'Afrique de l'Ouest explorent l'effet de l'asymétrie de l'information sur la violence politique, comment les acteurs armés ciblent les autorités coutumières, et comment les régimes contrôlent le pouvoir infranational.

ICCT Social Media

 @ICCT_TheHague
 ICCT – The Hague
 ICCT – The Hague

Clingendael Social Media

 @clingendaelorg
 The Clingendael Institute
 The Clingendael Institute

CONTENTS

Méthodologie de l'étude	4
A Conception de la recherche	4
A.1 Méthodologie hybride	5
A.2 Expliquer le rôle des autorités traditionnelles et religieuses	6
A.3 Opérationnalisation des variables	10
A.4 Sélection des cas	12
A.5 Stratégies d'échantillonnage	15
B Collecte des données	16
B.1 L'enquête pilote	16
B.2 Formation	17
B.3 Suivi des données	18
B.4 Collecte des données	20
C Analyse des données	20
C.1 Analyse descriptive quantitative	20
C.2 Analyse descriptive qualitative	20
C.3 Analyses de régression	21
Notes	23

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

« Acteurs coutumiers dans un contexte singulier »

Kars de Bruijne

Ce document présente la méthodologie ayant été adoptée pour la réalisation de l'étude "Acteurs coutumiers dans un contexte singulier : La résilience des autorités traditionnelles et religieuses face à l'extrémisme violent au Mali, au Niger et au Burkina Faso".

Cette méthodologie se déploie en trois sections : (a) Conception de la recherche, (b) Collecte des données, et (c) Analyse des données.

A Conception de la recherche

Notre question de recherche est la suivante : Dans quelle mesure les autorités traditionnelles et religieuses contribuent-elles ou affaiblissent-elles la résilience des communautés face à la radicalisation et l'extrémisme violent dans les zones affectées par les organisations extrémistes violentes (OEV) dans le Liptako-Gourma, et si oui, de quelle manière ?

Cette question a été subdivisée en quatre sous-questions :

1. Quels mécanismes généraux de résilience sont à l'œuvre au sein de la communauté, y compris ceux contre l'extrémisme violent ?
2. Quelle est la contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent ?
3. Dans quelles conditions les autorités traditionnelles et religieuses sont-elles en mesure d'apporter une contribution positive ou négative à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent ?
4. Quelle politique pourrait être entreprise pour renforcer la résilience de la communauté et quel impact cela pourrait-il avoir sur le rôle des autorités traditionnelles et religieuses dans la communauté ?

Notre logique de recherche repose sur trois considérations. Premièrement, le projet part d'une réflexion générale sur la résilience communautaire qui est une ressource utilisée par les communautés face à diverses crises, revers ou problèmes rencontrés par les communautés et les individus.¹ Cela va des incidents de violence à la gestion des épidémies ou de l'insécurité alimentaire. Ainsi, la

résilience des communautés face à l'extrémisme violent s'appuie sur le même registre de mécanismes communautaires que celui qui leur permet de faire face aux revers de fortune. Notre première sous-question nous a permis de contextualiser dans le répertoire plus large des réponses communautaires celles que nous avons observées face à l'extrémisme violent.

Deuxièmement, la résilience des communautés face à l'extrémisme violent n'est pas uniquement tributaire des autorités traditionnelles et religieuses (comme le montrent clairement nos résultats). Ainsi, notre deuxième question de recherche vise à situer la contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses par rapport aux divers mécanismes permettant d'améliorer la résilience des communautés. Si notre étude montre clairement qu'en moyenne les autorités traditionnelles et religieuses ont un rôle important à jouer, notre conception de la recherche a pris en compte et a identifié d'autres mécanismes de réponse communautaire. C'est ce qui nous a permis de conclure que le rôle des autorités traditionnelles et religieuses est l'un des principaux mécanismes favorisant l'amélioration de la résilience des communautés.

Troisièmement, il ressort des études portant plus largement sur le rôle des autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que sur la résilience des communautés, qu'il existe des variations importantes entre les régions et les municipalités dans le rôle que jouent ces autorités. Un examen approfondi de ces études nous a permis d'identifier sept facteurs clés pouvant expliquer ces variations et, par extension, celles dans les contributions relatives des autorités traditionnelles et religieuses dans le parrainage d'un mécanisme de résilience communautaire. Par conséquent, en se basant sur un examen approfondi des études existantes, notre conception de la recherche a pré-identifié sept facteurs clés qui

peuvent expliquer la variation observée entre les régions et les communautés.

A.1 Méthodologie hybride

Le présent projet repose sur une méthode hybride qui fait appel à une enquête quantitative et des entretiens qualitatifs.

Nous avons conçu chaque méthode de manière à assurer leur complémentarité. L'enquête quantitative nous a permis de faire des déductions générales sur les régions dans lesquelles nous avons travaillé, sur la base d'un échantillonnage raisonné de groupes et de types de communautés. En outre, l'enquête nous a permis d'utiliser des analyses de régression approfondies afin de pouvoir déterminer les effets de variables spécifiques et de contrôler une multitude de facteurs.

Cependant, quatre inconvénients liés à l'utilisation d'enquêtes quantitatives se sont présentés, et nous avons cherché à y remédier. Tout d'abord, nous nous attendions à qu'il soit difficile d'établir des liens de causalité. Par exemple, lorsque nous observons une faible résilience de la communauté et un manque de confiance dans les autorités locales, pouvons-nous alors conclure que la faible résilience est le résultat du comportement des autorités traditionnelles et religieuses ou plutôt que c'est la faible résilience qui a sapé la confiance dans les autorités traditionnelles et religieuses ? Deuxièmement, il est clair que les interactions entre l'enquêteur et le répondant dans le cadre d'une recherche quantitative ne permettent pas toujours d'établir la confiance et de créer un environnement dans lequel ces derniers peuvent partager franchement leurs opinions et leurs sentiments. Cette considération a fait l'objet d'une préoccupation particulière car notre recherche pose des questions sensibles sur l'influence des acteurs armés, sur les fournisseurs de gouvernance locale et implique ainsi une évaluation (implicite) des autorités traditionnelles et religieuses, tout comme des représentants

officiels de l'État. Troisièmement, nous avons introduit des questions dans l'enquête. Même si celles-ci étaient fondées sur une analyse documentaire approfondie, des conseils d'acteurs locaux et une étude pilote, nous risquions de tomber dans le piège des idées préconçues. Quatrièmement, nous n'avons pas pu utiliser l'enquête pour obtenir les perceptions des autorités traditionnelles et religieuses, des autorités étatiques locales ou des acteurs armés, car les normes locales ne sauraient le permettre.

Pour ces quatre raisons, nous avons utilisé une méthode complémentaire d'entretiens qualitatifs approfondis et nombreux auprès de groupes spécifiques de répondants (les autorités traditionnelles et religieuses elles-mêmes, les membres des communautés locales ainsi qu'auprès d'autres autorités). Les entretiens qualitatifs se sont moins concentrés sur le mécanisme général de résilience des communautés que sur la compréhension des rôles réels des autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que sur l'explication des facteurs favorables ou défavorables à leur capacité de contribuer à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent. Les entretiens nous ont permis de mieux comprendre comment les membres de la communauté et les répondants comprenaient eux-mêmes les liens de causalité, tout comme ils nous ont permis de créer un environnement de confiance dans lequel les informateurs clés pouvaient se sentir en sécurité pour exprimer leurs points de vue. La formation que nous avons dispensée aux recenseurs locaux respectifs a porté une attention particulière à la création d'environnements sûrs (par exemple, se réunir dans des espaces ouverts mais sans participants, jumeler des femmes avec des femmes, etc.) et s'est concentrée sur les sujets les plus sensibles concernant la résilience de la communauté face à l'extrémisme violent. Enfin, bien que nous ayons utilisé un ensemble fixe de questions adaptées à des groupes de répondants spécifiques,

nous avons autorisé nos recenseurs locaux à s'écarter du sujet et les avons encouragés à approfondir les réponses des répondants. Bien que notre suivi et nos analyses ultérieurs des données entrantes aient indiqué que l'approfondissement aurait pu être mieux appliqué, nous avons pu identifier quelques nouvelles voies par le biais desquelles les autorités traditionnelles et religieuses auraient pu être soit contraintes, soit en mesure d'améliorer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

A.2 Expliquer le rôle des autorités traditionnelles et religieuses²

Les deux premières sous-questions que nous avons posées étaient relativement simples à mettre en œuvre. Nous avons utilisé une enquête existante, portant sur la résilience des communautés et une échelle connexe pour mesurer quantitativement la résilience des communautés. Nous avons sondé les différents mécanismes connus par le biais desquels les communautés font preuve de résilience face à l'extrémisme violent et nous avons exploré les rôles des autorités traditionnelles et religieuses sur la base de méthodes que nous avons développées dans le cadre de recherches antérieures (voir les questions suivantes pour plus de détails).³

Cependant, un aspect essentiel de cette étude consiste à identifier clairement les facteurs qui expliquent les rôles positifs et négatifs que jouent les autorités traditionnelles et religieuses, car cela permet par la suite de formuler des recommandations politiques. À cette fin, nous avons testé les sept hypothèses suivantes :

Hypothèse 1: *La contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent est limitée ou renforcée par la multiplicité institutionnelle s'inscrivant dans des rapports concurrentiels au niveau local.*

Hypothèse 2: *La contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent est limitée ou renforcée par leur relation avec les représentants locaux de l'État (tels que les maires, les préfets et les agents des partis).*

Hypothèse 3: *La contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent est limitée ou renforcée par leur rôle dans la gestion des ressources pertinentes pour la résilience, comme la médiation et la résolution des conflits.*

Hypothèse 4: *La contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent est limitée ou renforcée par la légitimité locale relative (matérielle et culturelle) dont jouissent ces autorités au sein de leurs communautés.*

Hypothèse 5: *La contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience de la communauté face à l'extrémisme violent est limitée ou renforcée par les divisions sociales qui existent au sein de la communauté et la mesure dans laquelle les autorités traditionnelles et religieuses sont capables de venir à bout de ces divisions sociales par l'égalité de traitement ou la formation de récits.*

Hypothèse 6: *La contribution relative des autorités traditionnelles et religieuses à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent est limitée ou renforcée par la présence et l'activité de groupes armés et/ou d'OEV dans la zone.*

Hypothèse 7: *Autre raison/diverses raisons.*

Analyse documentaire

Un grand nombre de publications universitaires soulignent la manière dont le rôle des autorités traditionnelles et religieuses pourrait être renforcé ou limité par ce que l'on appelle la « multiplicité institutionnelle ». Cela signifie qu'au niveau local, il existe une mosaïque d'autorités qui se chevauchent et se font concurrence – par exemple, les chefs traditionnels, les structures officielles de l'État et les acteurs armés, qui sont tous souvent divisés en sous-groupes – et qui se disputent les mêmes ressources. Les effets d'une telle multiplicité sont variés. Certains ouvrages soulignent que la présence d'un éventail diversifié d'acteurs de la gouvernance, y compris les autorités traditionnelles et religieuses, signifie qu'il existe de multiples voies que les citoyens peuvent explorer lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes, ce qui peut contribuer à la résilience. D'autres publications soulignent que, dans la mesure où les différents acteurs de la gouvernance peuvent se faire concurrence et se saper mutuellement, les membres de la communauté peuvent monter les différents acteurs de la gouvernance les uns contre les autres. En particulier, les membres de la communauté les mieux connectés (ceux qui sont plus riches, liés à des centres de pouvoir importants ou membres de populations « autochtones ») utiliseront cette situation à leur avantage, occasionnant ainsi une diminution de la résilience de la communauté.

Une deuxième explication réside dans les relations que les autorités traditionnelles et religieuses entretiennent avec les structures formelles de l'État. Certaines publications soulignent l'émergence d'accords hybrides de collaboration dans lesquels les chefs traditionnels sont cooptés et habilités par l'État, par exemple en les dotant des moyens nécessaires leur permettant de gouverner. Cependant, ces liens étroits peuvent également contribuer à

Tableau 1a Questions Quantitatives SQ1 et SQ2

Question de recherche	Focus	Indicateurs
Sous-question 1 (mécanismes de résilience communautaire)	Résilience générale	Fourniture de services de base
		Chocs externes
		Entreprises communes au sein de la Communauté
		L'environnement autour de la communauté
	Rôle dans la résilience face à l'extrémisme violent	Situation sécuritaire
		Gouvernance sécuritaire
Cohésion sociale		
Résolution des conflits et justice		
Sous-question 2 (rôle des autorités traditionnelles et religieuses)	Rôle dans la résilience générale	Rôle dans la lutte contre les chocs externes
		Rôle dans la fourniture de l'aide d'urgence
	Rôle dans la résilience contre l'extrémisme violent	Rôle dans la fourniture de sécurité
		Rôle dans les différends communautaires
		Désaccords avec les autorités traditionnelles

Tableau 1b Questions Qualitatives SQ1 et SQ2

Questions de recherche	Focus	Questions EIC
Sous-question 1 (mécanismes de résilience communautaire)	Résilience des communautés face à l'extrémisme violent	Mécanismes de résolution des conflits existants, y compris les acteurs impliqués
		Mécanismes et initiatives en place pour contrer les principales menaces auxquelles la municipalité est confrontée, y compris les acteurs impliqués.
Sous-question 2 (rôle des autorités traditionnelles et religieuses)	Rôle dans la résilience contre l'extrémisme violent	Principales responsabilités des autorités traditionnelles et religieuses en matière de gestion des ressources (types de ressources, types de missions effectuées, etc.)
		Rôle spécifique des autorités traditionnelles et religieuses dans les mécanismes de résolution des conflits
		Rôle spécifique des autorités traditionnelles et religieuses au sein des mécanismes de sécurité
		Mécanismes et initiatives mis en place par les autorités pour contrer la contagion des conflits et de l'insécurité environnants.
		Mesures prises par les autorités traditionnelles et religieuses pour réglementer les pratiques religieuses, notamment l'arrivée de nouveaux types de prédicateurs.
		Discours ou mesures prises par les autorités traditionnelles et religieuses face aux crises/événements qui ont affaibli la résilience de la communauté (c'est-à-dire les récits communautaires qui ont atténué l'impact négatif).
		Discours ou mesures prises par les autorités traditionnelles et religieuses dans le contexte de/ou en guise de contribution à des événements positifs qui ont renforcé la résilience de la communauté (c'est-à-dire des récits communautaires qui ont renforcé l'impact positif).
		La perception qu'ont les autorités traditionnelles et religieuses du rôle qu'elles peuvent jouer pour aider leur communauté à faire face à la violence et aux acteurs violents.

la politisation des autorités traditionnelles et religieuses, ce qui risque, à long terme, d'affaiblir leur statut normatif au sein de leurs communautés ainsi que la source informelle et traditionnelle de pouvoir dont elles jouissent. Cela est susceptible de réduire la résilience des communautés.

Une troisième explication fournie par la littérature académique au sujet de la contribution divergente des autorités traditionnelles et religieuses (y compris à la résilience des communautés) est leur rôle dans la gestion des ressources. En effet, certains ouvrages soulignent que lorsque les autorités traditionnelles et religieuses contrôlent l'accès aux ressources, ou lorsqu'elles sont considérées comme les principales autorités habilitées à régler les différends relatifs à ces ressources, elles pourraient être mieux placées pour contribuer à la résilience générale que lorsqu'elles n'occupent pas une telle position. Cependant, dans certains cas, un contrôle trop facile des ressources entraîne une diminution de la résilience de la communauté, car les autorités traditionnelles et religieuses sont parfois responsables de la distribution inégale de ces ressources aux membres de la communauté.

Une quatrième explication de la variation entre les communautés est la manière dont les autorités traditionnelles et religieuses sont perçues. Nos propres travaux ont montré que les autorités qui sont largement perçues comme légitimes sont plus susceptibles de contribuer à la résilience générale des communautés que lorsqu'elles sont considérées comme illégitimes. Bien qu'il existe plusieurs façons de mesurer la légitimité, nous avons opté pour deux indicateurs : la confiance que les personnes interrogées accordent à leurs autorités traditionnelles et religieuses et le fait que ces dernières soient perçues comme œuvrant pour le bien de leurs communautés.

Une cinquième explication explore le contexte dans lequel les autorités traditionnelles et religieuses opèrent. La composition sociale des communautés du Sahel varie considérablement. Certaines communautés ont une population (ethnique) plus ou moins homogène tandis que d'autres sont mixtes. Certains ouvrages soulignent que la manière dont les autorités traditionnelles et religieuses opèrent dans ces contextes est importante pour expliquer les variations de la résilience des communautés. Les autorités traditionnelles et religieuses qui accordent un traitement égal aux sous-groupes de leur communauté sont plus susceptibles de générer et de contribuer à la résilience générale que celles qui sèment ou contribuent à la discorde entre les groupes. Pour mesurer cela, nous avons exploré les différences de traitement accordé par les autorités traditionnelles et religieuses aux hommes par rapport aux femmes, aux jeunes par rapport aux aînés, aux classes aisées par rapport aux classes défavorisées, et aux éleveurs par rapport aux agriculteurs.

Dans une variation de ce même thème, un ensemble distinct d'ouvrages portant sur l'extrémisme violent souligne le rôle que joue la création d'un récit dans le renforcement de la cohésion sociale (et par extension de la résilience communautaire). Cette littérature académique souligne que les autorités traditionnelles et religieuses sont susceptibles de contribuer à la résilience générale en produisant activement des récits qui améliorent ou renforcent la cohésion sociale pendant les crises. Toutefois, si leurs récits sont négatifs, comme ceux qui favorisent l'exclusion, cela peut nuire à la résilience générale. Dans notre plan de recherche, nous avons inclus des questions spécifiques axées sur la formation des récits (ainsi que sur leur efficacité).

Enfin, une sixième explication concerne un contexte différent : elle consiste à prendre en compte le conflit armé et son impact sur le rôle des autorités traditionnelles et religieuses. En

Encadré: Une seule enquête, mais trois protocoles EIC semi-structurés.

Des versions adaptées du questionnaire relatif aux entretiens semi-structurés ont été développées pour trois types d’EIC.

(1) Autorités traditionnelles et religieuses. Cette série de questions visait à explorer les principales fonctions que les autorités traditionnelles et religieuses remplissent au sein de leur communauté, comme les rôles dans la gestion des ressources, la construction de récits, la cohésion sociale et la résolution des conflits. Ces questions se sont aussi focalisées sur leurs relations avec les autres acteurs présents dans la municipalité, notamment les représentants de l’État, les organisations non gouvernementales (ONG) et les dirigeants de la société civile, les acteurs armés étatiques et non-étatiques, les femmes et les jeunes, entre autres acteurs, ainsi que sur leur contribution à la résilience de la communauté face à la violence et aux groupes armés violents.

(2) Autres parties prenantes de la communauté. Cette série de questions visait à comprendre la perception qu’ont les informateurs clés de la situation actuelle en matière de sécurité et à explorer les mécanismes existants de résolution des conflits et de fourniture de sécurité, ainsi que le rôle des autorités traditionnelles et religieuses dans ces domaines. Ces questions avaient aussi pour finalité d’explorer les relations des répondants avec les autorités traditionnelles et religieuses, y compris les principaux avantages et défis auxquels ils sont confrontés lorsqu’ils collaborent avec ces dernières, les principaux griefs de la population à l’encontre de ces autorités, l’influence des autorités sur les femmes et les jeunes, ainsi que leur capacité à dissuader les jeunes membres de la communauté de rejoindre les groupes armés.

(3) Membres de la communauté. Cette version contenait des questions similaires à celles posées aux parties prenantes communautaires, mais elle visait également à savoir quelles autorités traditionnelles et religieuses sont considérées comme les plus accessibles, ainsi que dans quelle mesure les habitants locaux ont demandé et/ou reçu de l’aide de la part de ces autorités à la suite de chocs et de crises.

s’appuyant sur une vaste littérature académique sur le sujet de la gouvernance armée, ainsi que sur notre propre travail portant sur la position des autorités traditionnelles et religieuses au Sahel, on pourrait s’attendre à ce que les relations avec les acteurs armés aient un effet. L’un des raisonnements est que les liens avec les acteurs armés, tels que la police et les forces de sécurité, les acteurs armés non-étatiques ou les groupes d’autodéfense, peuvent fournir aux autorités traditionnelles et religieuses la sécurité et le pouvoir d’exécution nécessaires à leur travail. Dans certains cas, la distinction peut même disparaître complètement.⁴ En même temps, ces liens – en particulier dans les zones où le contrôle territorial est en flux – peuvent rendre les autorités traditionnelles et religieuses très prudentes

et insensibles ou, pire encore, renforcer les dynamiques violentes existantes. Dans ces cas-là, les relations avec les acteurs armés peuvent saper la résilience de la communauté dans son ensemble.

A.3 Opérationnalisation des variables

Nos questions d’entretien qualitatif semi-structuré et notre enquête quantitative ont été spécifiquement développées pour répondre à nos questions de recherche. Les questionnaires détaillés des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et les questionnaires d’enquête sont disponibles sur demande.

Le tableau 1 donne un aperçu spécifique des questions quantitatives (tableau 1a) et qualitatives (tableau 1b) qui ont été utilisées

Tableau 2a Questions d'enquête SQ3 qualitatives

Questions d'enquête qualitatives	
H1: Multiplicité institutionnelle (concurrence)	Nature des relations entre les différentes autorités traditionnelles et religieuses au sein de la communauté.
	Nature des relations entre les autorités traditionnelles/religieuses et les autres parties prenantes qui ne sont pas des groupes armés ou des acteurs gouvernementaux.
H2: Relations avec les autorités gouvernementales locales	Nature des relations entre les autorités traditionnelles/religieuses et les représentants de l'État
H3: Rôle dans la gestion des ressources	Principaux rôles et fonctions des autorités traditionnelles et religieuses en temps normal et en temps de crise
	Tout problème rencontré par les autorités traditionnelles et religieuses dans la gestion des ressources (par exemple, manque de ressources, source de mécontentement parmi les membres de la communauté, etc.)
H4: Légitimité locale relative	La manière dont les gens réagissent habituellement aux décisions des autorités traditionnelles et religieuses dans le contexte de la gestion des conflits, et la manière avec laquelle les autorités traditionnelles et religieuses répondent aux réactions des gens.
	Les autorités traditionnelles et religieuses vers lesquelles les gens se tournent lorsqu'ils sont confrontés à un problème, et le type d'aide qu'ils reçoivent (c'est-à-dire l'efficacité et l'impact positif de cette aide sur la résilience des individus).
	Aspects négatifs/problèmes liés au fait de collaborer avec les autorités traditionnelles et religieuses
	Aspects positifs/avantages liés au fait de collaborer avec les autorités traditionnelles et religieuses
	Sources des griefs contre les autorités traditionnelles tenus par les membres de la communauté
	Sources des griefs contre les autorités religieuses tenus par les membres de la communauté
	Perceptions des membres de la communauté quant à l'autorité traditionnelle la plus accessible dans la municipalité
	Perceptions des membres de la communauté quant à l'autorité religieuse la plus accessible de la municipalité
	Procédures/conditions préalables pour pouvoir discuter avec les autorités traditionnelles et religieuses (accessibilité, inclusion, transparence et impact sur la légitimité).
	Influence des autorités traditionnelles et religieuses sur les jeunes de la communauté par rapport aux aînés, et leur capacité à les dissuader de s'engager dans des groupes armés violents.
	Influence des autorités traditionnelles et religieuses sur les femmes/ accessibilité aux femmes par rapport aux hommes (dans quelle mesure leur gouvernance est-elle inclusive).
	H5: Fractures sociales
Références à la présence de personnes déplacées internes (PDI), au rôle des autorités traditionnelles et religieuses dans l'aide aux PDI et aux perceptions des membres de la communauté.	
H6: Groupes armés/OEVs	Caractéristiques de la situation sécuritaire dans une municipalité donnée et opinions sur son évolution potentielle (par exemple, nouvelle détérioration, amélioration, pas de changement).
	Nature des relations entre les autorités traditionnelles/religieuses et les groupes armés

Tableau 2b Questions d'enquête SQ3 quantitatives

Questions d'entretien quantitatives	
H1: Multiplicité institutionnelle (concurrence)	Résolution des conflits et justice
	Fourniture de la sécurité
H2: Relations avec les autorités gouvernementales locales	Influence des acteurs gouvernementaux sur les autorités traditionnelles et religieuses
H3: Rôle dans la gestion des ressources	Accès aux ressources
	Conflits sur l'accès aux ressources
	Fourniture de services de base
H4: Légitimité locale relative	La confiance des acteurs de la communauté
	Accessibilité des acteurs de la gouvernance
H5: Fractures sociales	Fractures sociales dans la communauté
H6: Groupes armés/OEV	Dialogue avec les OEV

Tableau 3 Collecte de données dans les régions

Pays	Région	Nombre d'enquêtes	Nombre d'entretiens
Burkina Faso	Centre-Nord	256	123
	Est	246	137
	Sahel	238	79
Mali	Gao	264	112
	Ménaka	193	82
Niger	Tillabéri	240	123

pour évaluer la résilience des communautés et le rôle des autorités traditionnelles et religieuses.

La recherche d'explications relatives aux variations observées dans la résilience des communautés face à l'extrémisme violent ainsi que celles relatives au rôle joué par les autorités traditionnelles et religieuses a nécessité l'élaboration d'une série de questions spécifiques aux informateurs clés, ainsi qu'un vaste ensemble de questions d'enquête. Le tableau 2a donne un aperçu des indicateurs spécifiques à chaque hypothèse pouvant expliquer les conditions dans lesquelles les autorités traditionnelles pourraient être en mesure d'apporter une contribution positive/négative à la résilience des communautés.

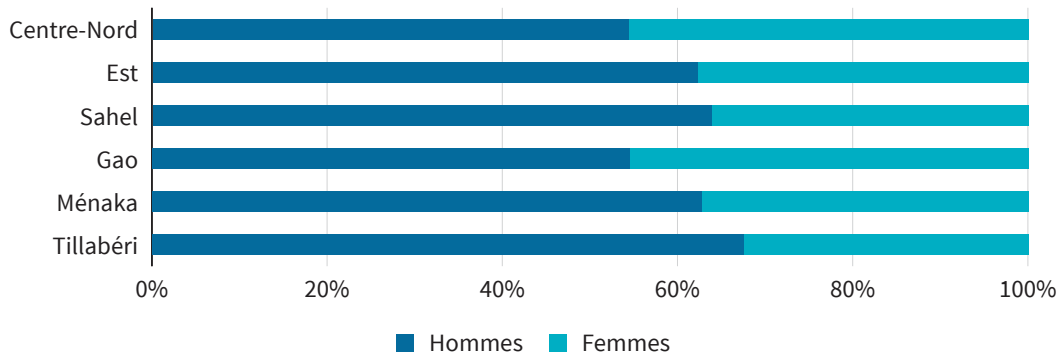
A.4 Sélection des cas

Les recherches ont été menées dans six régions différentes du Mali, du Niger et du Burkina Faso : Ménaka et Gao au Mali ; Centre-Nord, Sahel et Est au Burkina Faso ; et Tillabéri au Niger. Dans chacune d'entre elles, nous avons enquêté sur cinq municipalités (à l'exception de Ménaka), ce qui donne un total de 29 municipalités.

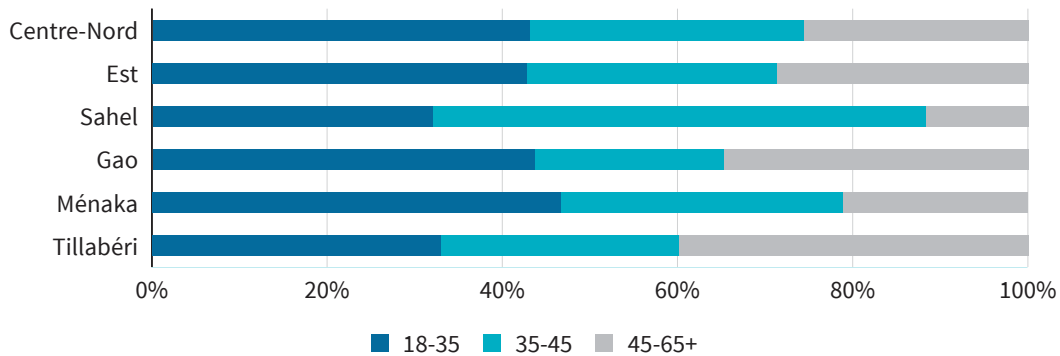
Nous avons spécifiquement choisi des cas où la présence des OEV est plus ou moins importante, pour des raisons de sécurité – tant pour nos chercheurs locaux que pour les participants – ainsi que pour des raisons de recherche.

Figure 1 Données démographiques des répondants à l'enquête

Genre



Âge



Statut mineur/majeur

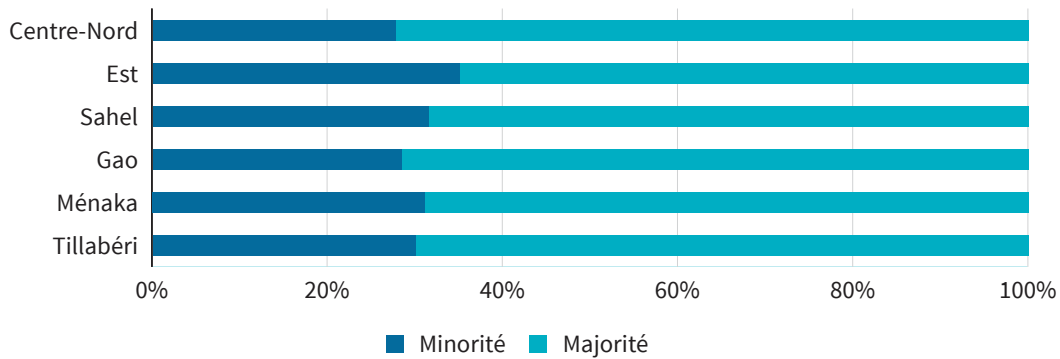


Figure 2 Répartition des EIC entre les principales catégories d'acteurs

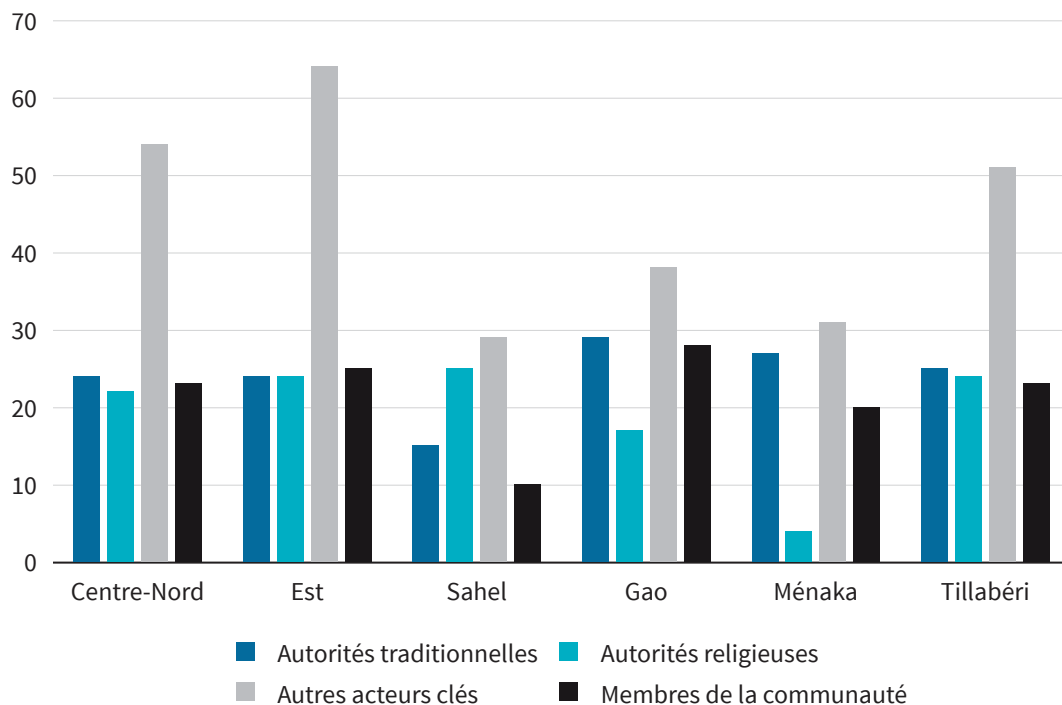
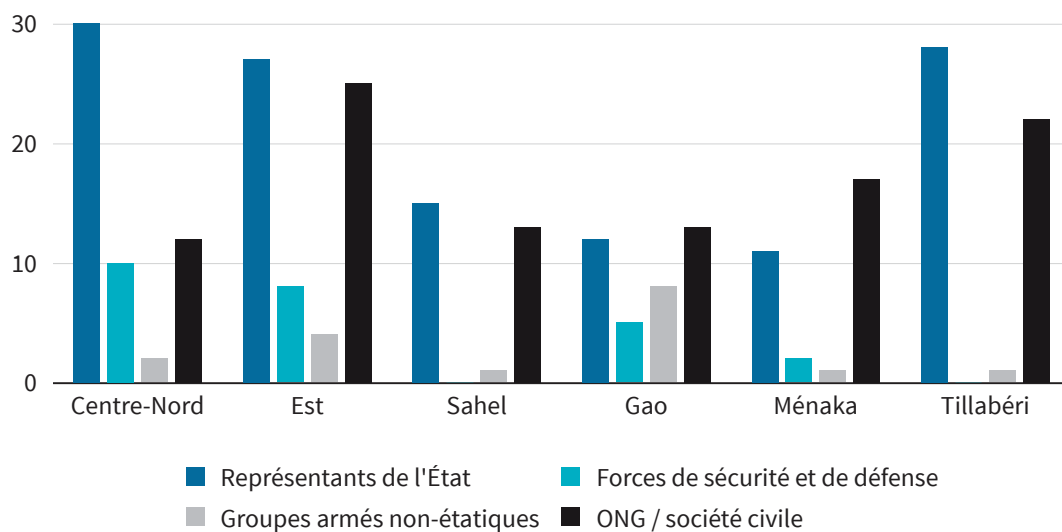


Figure 3 Répartition des EIC entre les sous-catégories d'autres parties prenantes



Ainsi, nous avons sélectionné des municipalités qui étaient menacées par les OEV mais sans être complètement envahies par ces dernières. Au sein de ces municipalités, nous avons maximisé la variation de la résilience face aux OEV. Nous avons donc cherché à sélectionner au moins deux municipalités par région situées dans une zone connue pour la présence d'OEV et au moins deux municipalités situées un peu plus loin.⁵

De plus, comme diverses analyses soulignent la nature locale des conflits violents au Sahel qui s'expriment souvent en termes ethniques, nous avons également inclus une variation en ce qui concerne l'homogénéité des municipalités. Ainsi, nous avons sélectionné des municipalités homogènes (où la grande majorité de la population appartient à une seule ethnie) et des municipalités avec une composition ethnique plus variée. Dans ce but, nous avons enquêté au cours de nos phases pilotes sur la composition ethnique d'un certain nombre de municipalités et avons procédé à des adaptations en conséquence (voir ci-dessous).

A.5 Stratégies d'échantillonnage

Au total, nous avons recueilli 1 437 enquêtes et 656 EIC semi-structurées dans les six régions entre octobre 2020 et avril 2021 (voir le tableau 3 pour un aperçu).

Echantillonnage de l'enquête

Pour l'enquête, nous avons appliqué une stratégie d'échantillonnage stratifié, et ce dans l'objectif de garantir la participation de trois groupes de répondants pertinents : (1) les jeunes, (2) les femmes, (3) les groupes minoritaires. Les groupes minoritaires pertinents ont été déterminés au préalable pour chaque municipalité sur la base de l'ethnicité, de la caste et de la religion.⁶ Nous avons créé une enquête personnalisée pour chaque municipalité, ce qui signifie que nous avons pu poser des questions sur les minorités concernées dans chaque localité. Notre stratégie

d'échantillonnage stratifié a permis d'inclure les femmes, les différents groupes d'âge et les différents groupes minoritaires dans la population de l'enquête. La figure 1 présente la répartition des répondants au sein de nos différentes catégories de répondants. Dans l'ensemble, nous avons réussi à garantir qu'au moins un tiers des répondants soient des femmes et qu'un tiers des répondants appartienne à un groupe minoritaire. Nous avons également cherché à inclure différents groupes d'âge dans notre groupe de répondants.

Echantillonnage des entretiens avec les informateurs clés

Les EIC ont été menés avec trois catégories d'acteurs pertinents : (1) les autorités traditionnelles (n = 144) et les autorités religieuses (n = 116) ; (2) d'autres acteurs importants présents dans la municipalité (n = 267), notamment des représentants de l'État (n = 123), des membres des forces de sécurité et de défense de l'État (n = 25), des membres de groupes armés non étatiques (n = 17) et des membres d'ONG et d'organisations de la société civile, y compris des femmes et des jeunes leaders (n = 102) ; et (3) des membres de la communauté d'âges, de sexes et de groupes ethniques différents (n = 129).

La figure 2 ci-dessous présente la répartition des personnes interrogées dans le cadre des EIC entre les différents types d'acteurs dans les six régions étudiées. Bien que nous n'ayons pas pu le faire dans toutes les régions, nous avons cherché à obtenir en moyenne par municipalité : dix entretiens avec les autorités traditionnelles et religieuses, dix entretiens avec d'autres acteurs, et cinq entretiens avec des membres de la communauté.⁷

Les autorités traditionnelles comprennent principalement les chefs de quartier, les chefs de village et leurs représentants, ainsi que certaines autorités de haut niveau, comme les chefs de groupement, les chefs de canton,

les dimas (rois) et les émirs. Compte tenu des caractéristiques démographiques des régions étudiées, les autorités religieuses sont principalement constituées d'imams et de marabouts à Gao, Ménaka et Tillabéri, tandis que d'autres personnalités religieuses telles que des prêtres et des pasteurs ont également été interrogées dans les régions du Burkina Faso.

B Collecte des données

La collecte des données a été effectuée par nos partenaires nationaux au Mali, au Burkina Faso, et au Niger.

Au Mali, nous avons travaillé avec Think Peace (Mali), son coordinateur national, Abdoul Kassim Fomba, et ses chercheurs, dont le Cabinet d'Appui en Renforcement de Capacités et Suivi-Evaluation des Projets et Programmes (Mali), son directeur, Boncana Traoré, et ses chercheurs et notre consultant Mahamadou Zibo (Mali). Au Niger, nous avons collaboré avec Economie Politique & Gouvernance Autonome (EPGA) (Niger), son directeur, Rahmane Idrissa, ainsi que ses chercheurs, Oumarou Abdouramane (entretiens), Boukari Ali Abdoulaye (entretiens) et Boubacar Oumarou (enquête). La collecte des données au Burkina Faso a été réalisée avec l'Institut de Stratégie et de Relations Internationales (ISRI) (Burkina Faso), son directeur, Paul Oumarou Koalaga, et ses chercheurs. Un coordinateur de recherche local, Abdoul Aziz Azeibou, a aidé à organiser la recherche sur le terrain tandis que Rida Lyamouri a supervisé la recherche des partenaires nationaux.

Pour soutenir les recherches de nos partenaires nationaux, nous nous sommes engagés dans trois activités distinctes : deux sessions de formation, une étude pilote et un processus de suivi des données. La dernière activité était particulièrement importante, car notre recherche s'est déroulée pendant la pandémie

du COVID-19, ce qui a limité notre capacité à rendre visite aux partenaires nationaux.

B.1 L'enquête pilote

Nos méthodes de recherche quantitatives et qualitatives ont fait l'objet d'une période d'essai approfondie. Avant l'étude pilote, tous les partenaires nationaux ont examiné les outils. Nous avons apporté des adaptations à nos méthodes sur la base de leur retour d'information. Par la suite, nous avons organisé une formation en ligne pour chaque partenaire national (début novembre 2020).

Sur la base d'une analyse documentaire et des outils existants permettant de mesurer la résilience des communautés, une enquête quantitative a été conçue et mise en place dans SurveyCTO, une plateforme sécurisée de collecte de données. L'enquête initiale était composée de 1 400 éléments potentiels au total (divers éléments liés aux questions de suivi qui seraient posées en cas de réponses positives). La collecte des données a commencé en novembre 2020 et a duré environ un mois. Dans chaque pays, les équipes ont procédé à une enquête au sein d'une municipalité dans son intégralité (50 enquêtes).

L'enquête pilote a permis de tirer les principales conclusions suivantes : (a) la durée moyenne d'une enquête était proche d'une heure et demie, mais certaines réponses étaient trop courtes ; (b) la plupart des entretiens ont eu lieu la nuit et dans les mêmes rues/lieux ; (c) l'échantillonnage pourrait également être amélioré ; (d) il existait de grandes différences entre les répondants. D'importants commentaires ont été formulés concernant le contenu de l'enquête, certaines questions étant trop sensibles (notamment les questions relatives à la sécurité) ou trop directes en demandant aux répondants d'évaluer leurs chefs traditionnels et religieux. En conséquence, l'enquête a été considérablement raccourcie (réduite à environ 750 éléments ou 195 questions⁸) et

la plupart des questions relatives à la sécurité ont été supprimées. Pour contourner l' « évaluation des chefs », nous avons demandé aux répondants d'évaluer non pas des individus mais « l'autorité traditionnelle et l'autorité religieuse la plus proche d'eux ». À la fin de l'enquête, nous avons demandé aux répondants quelle position « l'autorité traditionnelle la plus proche d'eux » occupait. Ainsi, nous avons pu contrôler les résultats en fonction du type d'autorité traditionnelle. Nous n'avons pas demandé de noms spécifiques.

Nous avons adopté une approche similaire pour l'échantillonnage qualitatif. Au total, nous avons mené et transcrit 75 entretiens en octobre/novembre 2020 (25 par pays). La plupart des leçons que nous en avons tirées concernaient la nécessité d'introduire plus de clarté au niveau des pratiques de collecte et d'enregistrement des données, mais deux changements substantiels ont été apportés : le statut social et les évaluations de la sécurité. Avant la phase pilote, nous avons défini le « statut de majorité/minorité » (un critère d'échantillonnage) sur la base de l'ethnicité, de la caste et de la religion. Dans la phase pilote, la religion s'est avérée non pertinente dans tous les contextes, tandis que le statut social était exclusivement défini en termes ethniques. Ce n'est qu'au Burkina Faso que les castes se sont avérées pertinentes, et nous avons procédé à l'étude du statut de minorité/majorité en superposant l'ethnie et la caste (créant ainsi deux options par ethnie). Une deuxième observation est qu'il s'est avéré très difficile de poser des questions sur les situations de sécurité et en particulier sur des groupes armés spécifiques, tels que les extrémistes violents. Lors de groupes de discussion avec nos partenaires nationaux, nous avons testé différentes options – comme l'utilisation d'euphémismes ou de termes vagues, la recherche d'espaces isolés pour parler – afin de créer une atmosphère confidentielle spécifique, mais finalement, toutes les options ont été jugées trop risquées et nous avons décidé

d'éviter de parler des extrémistes violents dans l'enquête qualitative. C'est dans cet esprit que nous avons modifié et reformulé environ un tiers des questions relatives aux EIC.

Une observation générale a été que la formation des enquêteurs et des chercheurs à distance, en raison du COVID-19, s'est avérée difficile. Cela nous a amené à identifier des défis de recherche que nous n'avions pas rencontrés auparavant. Le plus important de ces défis concerne la qualité des données pour tous les membres de l'équipe. De nombreuses variations en ce qui concerne la durée de l'enquête, la profondeur des réponses ainsi que divers autres indicateurs de qualité, ont été observés. Par conséquent, notre principale conclusion à l'issue de l'étude pilote était que nous devons élaborer un protocole approfondi de suivi des données ainsi qu'un mécanisme de retour d'information continu pour nos partenaires nationaux.

B.2 Formation

Après la phase pilote et les adaptations des questionnaires EIC, nous avons consacré une journée entière à la formation à distance de nos partenaires nationaux. Tous les enquêteurs et les répondants se sont réunis dans un lieu de rencontre en présence de notre coordinateur de recherche régional. Clingendael et le Centre international de lutte contre le terrorisme (CICT) ont dispensé des formations détaillées sur l'enquête, les entretiens, la garantie d'un échantillonnage correct et inclusif, le comportement dans les communautés, l'éthique de la recherche. Une discussion détaillée a eu lieu au sujet de presque toutes les questions permettant de s'assurer que les recenseurs en comprennent la signification, la pratique de l'utilisation de SurveyCTO, et une discussion sur la traduction des concepts clés dans les langues locales. Nous avons également consacré une session spécifique à nos protocoles de contrôle des données afin d'évaluer la qualité des données

Tableau 4 Critères de suivi de la qualité

Critères	Indicateur	Explication
Procédure	Congruence	Correspondance entre les rapports des chercheurs et les données.
	Partialité du chercheur	Nombre d'enquêtes réalisées par chercheur.
Qualité individuelle des données	Moment de l'enquête	Heure à laquelle l'enquête a été menée. Les enquêtes ne doivent pas être menées tard dans la nuit.
	Durée de l'enquête	Le moment exact de chaque enquête. Les enquêtes devaient dépasser une durée minimale.
	Localisation	Données GPS : localisation des enquêtes et répartition géographique dans la municipalité sélectionnée.
	Ratio femmes répondantes/chercheuse	Ratio de femmes interrogées par des chercheuses.
	Complétude	Complétude des enquêtes individuelles.
	Logique des réponses	Logique des réponses dans les enquêtes individuelles.
Qualité générale des données	Moment de l'enquête	Heure à laquelle l'enquête a été menée. Les enquêtes ne doivent pas être menées tard dans la nuit.
	Échantillonnage	Respect des critères d'échantillonnage.
	Ratio femmes répondantes/chercheuse	Ratio de femmes interrogées par des chercheuses.

entrantes et de savoir quand nous rejetons les enquêtes et les entretiens.

La formation a également servi de dernière occasion pour apporter de légères modifications à la formulation des questions afin de s'adapter aux pratiques locales. Les recommandations des partenaires nationaux ont porté sur la longueur de l'enquête et la sensibilité des questions. Sur cette base, nous avons supprimé une personnalisation de l'enquête au contexte local de chaque municipalité.

B.3 Suivi des données

Sur la base de notre enquête pilote, nous avons développé les protocoles de contrôle des données existants afin de garantir un contrôle continu des données entrantes.

Nos systèmes quantitatifs comprenaient dix indicateurs de contrôle pour surveiller la qualité et la cohérence de chaque enquête entrante sur une base quotidienne. Ces indicateurs ont été séparés en (1) critères procéduraux, (2) indicateurs individuels de qualité des données, (3) indicateurs

généraux de qualité des données (au niveau des municipalités).

La qualité des données qualitatives impliquait le contrôle d'un certain nombre différent de critères. Ces contrôles ont été effectués sur la base de deux éléments. Premièrement, ils ont impliqué un certain nombre de vérifications plus procédurales pour chaque ensemble d'entretien (par exemple, la date, l'heure, le lieu, la langue, le nom de l'enquêteur) et de répondants (par exemple, le type d'EIC, la fonction ou l'activité, le sexe, l'âge, l'ethnicité)⁹, l'utilisation de la version pertinente du questionnaire et la durée de l'entretien.

Deuxièmement, trois entretiens par municipalité et au moins un entretien par chaque enquêteur ont été contrôlés en détail. Il s'agissait d'examiner spécifiquement la cohérence des réponses, mais aussi de déterminer si les questions semblent avoir été bien comprises, si toutes les réponses sont exhaustives et claires, et de voir dans quelle mesure le chercheur a posé des questions de suivi. Tous ces éléments ont été contrôlés dans Microsoft

Office Excel afin de disposer d'un tableau de bord regroupant les municipalités et les performances de la recherche.

Feedback

L'équipe du projet a conçu la collecte des données par vagues. Par exemple, l'équipe du Burkina Faso effectuait la collecte de données dans une région, puis s'arrêtait pendant deux semaines. Nous avons conçu la collecte de données de cette manière afin de garantir un temps de retour d'information. Ainsi, tout au long de la phase de collecte des données, les entretiens étaient régulièrement transcrits en français par les équipes locales (généralement après l'achèvement d'une municipalité entière) et envoyés à ICCT-Clingendael afin qu'un contrôle de qualité puisse être effectué.

L'équipe du projet a cherché à échanger fréquemment avec les équipes de recherche locales, à communiquer les commentaires résultant de l'activité quotidienne de contrôle de la qualité et à régler dès le début du processus les problèmes identifiés.

Effets du suivi des données

Le suivi approfondi des données s'est avéré pertinent au moment du COVID-19, car la distance entre le chercheur national et les chefs de projet basés en dehors du Sahel était importante et ne permettait pas un retour direct d'information. Les résultats du suivi des données ont été partagés avec les coordinateurs de nos partenaires nationaux au Niger, au Mali et au Burkina Faso, qui ont pris les mesures nécessaires au sein de leurs équipes en cas de besoin.

Un certain nombre d'enquêtes quantitatives ont été rejetées car elles étaient trop courtes. Dans un cas, un chercheur a été écarté du projet et il a été remplacé, car divers indicateurs (lieu, moment, durée et distribution des réponses) ne correspondaient pas les uns aux autres. Sur cette base, les partenaires nationaux ont décidé de renvoyer des équipes

de recherche locales dans les municipalités respectives et de reprendre les enquêtes et les entretiens afin de corriger les échantillons déséquilibrés ou les enquêtes trop courtes. Dans certains cas, des lacunes plus graves en termes de qualité des données et de partialité des chercheurs ont pu être observées. En accord avec les coordinateurs de recherche locaux, ces enquêtes ont été collectées à nouveau avec une nouvelle équipe de recherche.

Un examen continu des entretiens qualitatifs a été nécessaire pour améliorer la façon de poser des questions de suivi. Avec le temps, la capacité de l'équipe de recherche à s'engager s'est améliorée. Dans le même temps, plusieurs entretiens ont été rejetés pour différentes raisons. Un problème spécifique s'est posé : lors de la phase de transcription, plusieurs entretiens comportaient exactement les mêmes réponses à une ou à plusieurs questions. Bien qu'un certain degré de chevauchement ne saurait être évité (car les gens ont tendance à donner des réponses similaires, en particulier lorsqu'ils fournissent des réponses courtes), nous avons supprimé tous les entretiens où plus de deux phrases étaient transcrites de manière similaire. À cette fin, nous avons saisi les 750 entretiens à l'aide d'un logiciel qui a signalé les chevauchements potentiels. Une évaluation manuelle ultérieure de chacun de ces cas identifiés a conduit à la suppression de plusieurs entretiens. Une analyse des entretiens supprimés a montré qu'il n'y avait pas de différences significatives entre les réponses.

Certains de ces problèmes ayant été détectés lors des phases pilotes, l'équipe de recherche avait décidé, avant la collecte des données, d'augmenter le nombre requis d'enquêtes et de questionnaires. Cela a permis de disposer d'un surplus de données, permettant ainsi s'adapter sans mettre en péril la méthodologie de recherche.

B.4 Collecte des données

La collecte des données a finalement eu lieu de décembre 2020 à avril 2021.

En raison de la violence et de l'insécurité permanente dans les zones de recherche, mais aussi eu égard aux défis posés par la pandémie de COVID-19, nous étions particulièrement attachés à assurer la sécurité continue des chercheurs sur le terrain. Le coordinateur de recherche local était responsable des évaluations de sécurité basées sur les évaluations des chercheurs locaux eux-mêmes, des rapports de sécurité hebdomadaires basés sur les données de l'ACLEED et des informations collectées par cet organisme au sujet des mouvements des groupes armés. Au cours du processus, certains sites de recherche initialement sélectionnés ont été remplacés par des municipalités plus sûres. Les sondages post hoc sur le terrain n'ont pas donné lieu à des sentiments d'insécurité au sein des équipes de recherche.

C Analyse des données

L'analyse des données a comporté trois processus distincts : (a) une analyse descriptive quantitative, (b) une analyse descriptive qualitative, et (c) une série de régressions.

C.1 Analyse descriptive quantitative

Pour préparer l'analyse, les données de l'enquête ont été épurées pour éliminer les données qui ne respectaient pas les normes de qualité du projet. De plus, certaines variables ont été regroupées et les réponses en texte libre ont été recodées en valeurs numériques.

Pour toutes les variables, nous avons produit des distributions et diverses statistiques descriptives montrant que certaines questions n'ont finalement pas produit de données (pertinentes) (voir tableau 5 et l'annexe du rapport de synthèse pour les descriptifs).

Sur cette base, nous avons fait une sélection de variables que nous avons explorées plus

avant, et toutes les variables ont été visualisées par région et par municipalité. Pour toutes les variables où la dimension ethnique ou relative au genre pourrait être pertinente, nous avons également inclus des descriptifs spécifiques pour chaque catégorie.

Pour permettre une comparaison descriptive, l'analyse de la variance (ANOVA) et les tests post hoc corrigés par la méthode de Bonferroni (comparaison par paires) ont permis de déterminer s'il existe des différences statistiquement significatives entre les municipalités de chaque région, mais les résultats ont indiqué que les différences sont plus pertinentes au niveau régional.

Par conséquent, des statistiques descriptives ont été calculées pour tous les indicateurs aux niveaux national et régional afin d'explorer les variations aux niveaux d'analyse respectives et de relier ces observations aux conclusions existantes dans la littérature académique. En outre, une analyse plus granulaire des différences entre les sous-groupes au niveau régional a été menée afin d'explorer les différences entre les répondants des groupes majoritaires et minoritaires ainsi que les répondants de divers groupes d'âge et sexes.

C.2 Analyse descriptive qualitative

Les transcriptions des entretiens ont été codées via NVivo, qui est un logiciel d'analyse de données qualitatives.

Le codage a été effectué par cinq chercheurs différents et, dans l'objectif de permettre un codage similaire tout en assurant la reproductibilité des résultats, un livret de codes détaillé comprenant plusieurs indicateurs a été élaboré sur la base des concepts clés de la résilience communautaire. Le livret de codes a suivi l'opérationnalisation des variables telle que décrite dans la section A.

Des résultats NVivo ont ensuite été produits aux niveaux national et régional, avec des analyses spécifiques relevant la présence ou non de différences entre les municipalités. Ces

résultats ont ensuite été analysés par un chercheur responsable d'une région et contrôlés par un chef de projet d'analyse qualitative. C'est ce qui a permis d'avoir un document d'analyse avec les principaux résultats par élément et par région.

C.3 Analyses de régression

Des analyses statistiques plus poussées ont été produites afin de permettre des inférences (causales), de déterminer l'importance relative des variables et de tester les hypothèses qui fondent la présente recherche. Deux principaux types d'analyse ont été produits : l'analyse de régression et l'apprentissage par arbre de décision.

Pour mesurer le concept clé de « résilience communautaire », nous nous sommes appuyés sur une échelle produite dans le cadre de l'enquête d'évaluation issue du CART (Kit d'outils d'étude avancée de la résilience communautaire) (voir l'annexe 1 du rapport de synthèse). L'échelle originale comprenait 20 éléments, mais dans notre projet pilote, certains éléments n'ont pas reçu de réponse ou ont été considérés comme trop sensibles. Nous avons donc utilisé 11 indicateurs pour créer l'échelle. L'échelle résultante était cohérente sur le plan interne (alpha de Cronbach de 0,874) et unidimensionnelle grâce à l'analyse factorielle (nous avons observé des valeurs propres décroissantes) et à l'analyse des composantes principales (même résultat, par exemple, la première composante explique 47 % de la variance). Comme les alphas originaux ne sont pas inclus pour CART, nous ne pouvons pas comparer les résultats, mais l'analyse des données nous permet d'utiliser les 11 éléments de l'échelle. L'échelle de résilience communautaire générale résultante a été créée en additionnant tous les éléments (0-5), créant ainsi une variable continue de facto (de 3-55) qui a été utilisée comme variable dépendante.

Un aperçu des résultats de la régression figure dans l'annexe du rapport de synthèse. Nous avons produit quatre modèles avec différentes

variables dépendantes et explicatives (voir tableau 5). Pour des raisons d'espace, nous n'avons pas listé tous les contrôles dans le rapport global, mais chaque modèle a été contrôlé pour certaines variables explicatives clés impliquant les caractéristiques des répondants (sexe, âge, ethnicité et niveau d'éducation) et pour des caractéristiques spécifiques de leurs communautés (région, situation sécuritaire perçue, présence de conflits entre éleveurs et agriculteurs, présence de conflits fonciers, accessibilité générale des autorités traditionnelles et religieuses).

Dans tous les modèles, le facteur d'inflation de la variance le plus élevé ayant été observé, était de 2,05, tandis que la valeur de tolérance la plus faible était de 0,48, ce qui indique qu'il n'y avait pas ou peu de problèmes de colinéarité. De même, toutes les statistiques de Durbin-Watson observées étaient comprises entre 1,27 et 1,74, ce qui indique que les problèmes d'autocorrélation sont faibles ou nuls. Enfin, dans tous les modèles, les résidus étaient approximativement distribués normalement, comme l'ont montré les diagrammes Quantile-Quantile.

En plus de l'analyse de régression, nous avons utilisé l'apprentissage par arbre de décision. L'apprentissage par arbre de décision est une méthode d'apprentissage automatique (*machine learning*) qui permet d'inférer une relation causale à partir de données non structurées. Plutôt que les modèles de forêt aléatoire (qui amorcent les données), les modèles d'arbre de décision prennent un échantillon (complet) pour évaluer les relations.

Plus précisément, l'arbre de décision utilise des règles « si-alors-sinon » pour classer les observations en catégories (ici, les niveaux de résilience perçus) et faire des prédictions en utilisant des mesures d'impureté telles que l'entropie croisée ou l'impureté de Gini. Les arbres de décision permettent également aux chercheurs d'identifier et de « classer » les indicateurs les plus performants et sont

faciles à interpréter, comme l'illustre l'annexe 6 du rapport de synthèse. Ils sont particulièrement utiles lorsqu'aucune hypothèse de recherche spécifique ne peut être utilisée pour guider la sélection des indicateurs, ou lorsque trop de variables sont disponibles. Dans notre cas, nous avons utilisé les 61 variables de nos modèles de régression (annexes 3, 4, 5 du rapport de synthèse) pour classer les participants en trois catégories de résilience : Faible

résilience, résilience moyenne et résilience élevée.¹⁰ Nous avons ensuite ajusté une série d'arbres de décision de différentes profondeurs (2 à 8) en utilisant l'objet « Classificateur d'arbre de décision » du module scikit-learn de Python (mesure d'impureté : Gini). Cela nous a permis d'identifier les trois indicateurs les plus importants de la résilience communautaire perçue par les répondants. Les résultats sont présentés à l'annexe 6 du rapport de synthèse.

Tableau 5 Analyse régression

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4a	Modèle 4b	Modèle 4c	Modèle 4d
Variable dépendante	Résilience générale de la communauté (échelle)	Résilience générale de la communauté (échelle)	Résilience générale de la communauté (échelle)	Résilience générale de la communauté (échelle)	Efficacité dans la résolution des conflits TAS* (élément)	Efficacité dans la résolution des conflits ARs* (élément)	Impact de la fourniture de sécurité ATs/ARs (élément)
Type de régression	Linéaire	Linéaire	Linéaire	Linéaire	Linéaire	Linéaire	Logistique (binomiale)
ID (Indicateurs divers liés à...)	Fonction ATs/ARs	Gouvernance ATs	Gouvernance ARs	Sécurité et gouvernance des conflits ATs/ARs	Gouvernance ATs	Gouvernance ARs	Gouvernance ATs et ARs
Contrôles	Genre	Genre	Genre	Genre	Genre	Genre	Genre
	Âge	Âge	Âge	Âge	Âge	Âge	Âge
	Ethnicité	Ethnicité	Ethnicité	Ethnicité	Ethnicité	Ethnicité	Ethnicité
	Education	Education	Education	Education	Education	Education	Education
	Région	Région	Région	Région	Région	Région	Région
	Sécurité	Sécurité	Sécurité	Sécurité	Sécurité	Sécurité	Sécurité
	Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Conflit entre agriculteurs et éleveurs
	Conflits fonciers	Conflits fonciers	Conflits fonciers	Conflits fonciers	Conflits fonciers	Conflits fonciers	Conflits fonciers
	Accessibilité des ATs/ARs	Accessibilité des ATs/ARs	Accessibilité des ATs/ARs	Accessibilité des ATs/ARs	Accessibilité des ATs/ARs	Accessibilité des ATs/ARs	Accessibilité des ATs/ARs
Nombre d'observations	1,042	1,437	1,437	1,066	1,361	1,340	984
R2	0.363	.517	.452	.292	.287	.255	.410 (R2 McF)
RMSE/précision	7.84 (3-55 range)	6.84 (3-55 range)	7.30 (3-55 range)	8.26 (3-55 range)	0.846 (0-4 range)	0.840 (0-4 range)	Précision: 0.819 AUC: 0.897

* ATs désigne les autorités traditionnelles, tandis que ARs désigne les autorités religieuses.

- 1 Organization for Security and Co-operation in Europe (2014) *Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to terrorism: A Community-Policing Approach*. Available at: <https://www.osce.org/files/f/documents/1/d/111438.pdf>
- 2 Schmauder, A. and Demuyck, M. (2021) "A literature review of community resilience and (customary) resilience mechanisms", unpublished research paper, *Clingendael Institute*.
- 3 Molenaar, F., Tossell, J., Schmauder, A., Idrissa, R. and Lyammouri, R. (2019) "The Status Quo Defied. The legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger and Libya". CRU Report
- 4 C'est le cas, par exemple, d'Alghabass ag Intalla, l'Amenokal touareg de Kidal. Voir: Molenaar, F., Tossell, J., Schmauder, A., Idrissa, R. and Lyammouri, R. (2019) "The Status Quo Defied. The legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger and Libya". CRU Report.
- 5 Cette stratégie s'est avérée fructueuse, sauf dans le cas du Centre-Nord, où, en raison de problèmes de sécurité pendant la phase de collecte des données, les cinq municipalités couvertes sont situées dans le sud relativement sûr de la région. L'homogénéité relative des municipalités du Centre-Nord est prise en compte dans la discussion de nos résultats.
- 6 Des critères d'échantillonnage supplémentaires ont été appliqués au sein du groupe majorité/minorité, afin de garantir un échantillon équilibré et comparable dans toutes les municipalités. Outre ces termes de référence, les chercheurs locaux ont été encouragés à rechercher un échantillon diversifié au sein de chaque municipalité, par exemple en essayant d'atteindre des quartiers et des communautés situés en dehors du centre du village.
- 7 Alors que la conception initiale de la recherche prévoyait la conduite de 15 entretiens avec les autorités traditionnelles et religieuses dans chaque municipalité, les critères d'échantillonnage ont été ajustés sur la base des observations faites pendant la phase pilote, qui ont souligné le nombre limité de ces autorités dans certaines zones. Il a été décidé par la suite de réduire à 10 le nombre de KII à mener avec les autorités traditionnelles et religieuses, et d'inclure 5 habitants de la communauté dans l'échantillonnage des données qualitatives.
- 8 Les répondants ont répondu à 195 questions si toutes les questions de suivi étaient sélectionnées, ce qui n'était pas le cas pour tous les répondants. Le nombre minimum de questions (à l'exclusion de toutes les questions de suivi) était de 139.
- 9 L'anonymat et la confidentialité ont été garantis à toutes les personnes interrogées.
- 10 Total des échantillons : 992, composés de 263 en résilience faible, 503 en résilience moyenne et 226 en résilience élevée. La résilience faible est un score de résilience inférieur ou égal à 24. Une résilience moyenne est un score de résilience supérieur à 24 et inférieur ou égal à 40, et une résilience élevée est un score de résilience supérieur à 40. Nous n'avons pas divisé les données en ensembles de formation et de test car notre objectif était de classer des données existantes, et non des données nouvelles ou inédites, en complément des analyses de régression.



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



Clingendael
Institute



International Centre for
Counter-Terrorism - The Hague